

Brochure n° 3272

Convention collective nationale
IDCC : 1760. – JARDINERIES ET GRAINETERIES

ACCORD DU 27 JUIN 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUILLET 2017
NOR : ASET1750796M
IDCC : 1760

Entre

FNMJ

D'une part, et

FNECS CFE-CGC

FGTA FO

FS CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Grille des salaires applicable au 1^{er} juillet 2017

Base : 151,67 heures.

COEFFICIENT hiérarchique	POSTE	TAUX horaire	SALAIRE mensuel	VALEUR du point
155	Manutentionnaire en jardinerie/graineterie Agent administratif 1 ^{er} échelon	9,79	1 484,85	9,58
160	Employé(e) de jardinerie Vendeur(se) 1 ^{er} échelon Hôte-hôtesse de caisse 1 ^{er} échelon et/ou hôte-hôtesse d'accueil 1 ^{er} échelon Réceptionnaire	9,86	1 495,47	9,35
165	Agent administratif 2 ^e échelon	9,91	1 503,05	9,11
170	Vendeur(se) 2 ^e échelon Hôte-hôtesse de caisse 2 ^e échelon et/ou hôte-hôtesse d'accueil 2 ^e échelon	9,96	1 510,63	8,89
175	Secrétaire	10,01	1 518,22	8,68

COEFFICIENT hiérarchique	POSTE	TAUX horaire	SALAIRE mensuel	VALEUR du point
180	Vendeur confirmé comptable	10,12	1 534,90	8,53
185	Gestionnaire de rayon	10,32	1 565,23	8,46
190	Responsable de rayons	10,63	1 612,25	8,49
200	Responsable de secteur	11,10	1 683,54	8,42
220	Adjoint de direction	12,18	1 847,34	8,40
260	Responsable de point de vente	14,50	2 199,22	8,46
350	Directeur	19,61	2 974,25	8,50
400	Directeur régional	22,41	3 398,92	8,50

Article 2

Les signataires constatent que la définition des différents niveaux de classification telle qu'elle figure dans l'accord respecte le principe d'égalité salariale dans la mesure où elle ne contient pas de critères susceptibles d'induire une différence de rémunération entre les hommes et les femmes mais repose sur des critères liés, d'une part, aux connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle et d'autre part, aux capacités professionnelles découlant de l'expérience acquise, de l'autonomie, de la capacité d'initiative, de la technicité, du type d'activité exercé et des responsabilités exercées.

Il est rappelé aux entreprises de la branche qu'une différence de rémunération entre les salariés occupant un emploi similaire doit être justifiée par des raisons objectives et matériellement vérifiables.

Article 3

Le présent accord sera adressé, à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, par la partie la plus diligente au ministère, en deux exemplaires dont un sur support papier et l'autre sur support électronique, ainsi qu'au conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord.

Le présent accord pourra être dénoncé ou révisé dans les conditions des articles 1.3 et 1.5 de la convention collective nationale.

Fait à Paris, le 27 juin 2017.

(Suivent les signatures.)